

## Service social



# *Faut-il brûler les pancartes? Le mouvement populaire aujourd'hui*, par Jean Panet-Raymond et Jean-François René, Montréal, Édition ACEF du Centre de Montréal, 1984, 94 pages.

André Jacob

Volume 34, numéro 2-3, 1985

L'organisation communautaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/706288ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/706288ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

ISSN

1708-1734 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jacob, A. (1985). Compte rendu de [*Faut-il brûler les pancartes? Le mouvement populaire aujourd'hui*, par Jean Panet-Raymond et Jean-François René, Montréal, Édition ACEF du Centre de Montréal, 1984, 94 pages.] *Service social*, 34(2-3), 417–418. <https://doi.org/10.7202/706288ar>

Tous droits réservés © Service social, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

dynamisme de ce mouvement pourrait bien être une source de changements encore plus importants et surtout, plus significatifs.» (P. 18.) On ne saurait mieux dire.

Jean-Pierre DESLAURIERS

*Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Chicoutimi.*

*Faut-il brûler les pancartes? Le mouvement populaire aujourd'hui*, par Jean PANET-RAYMOND et Jean-François RENÉ, Montréal, Éditions ACEF du Centre de Montréal, 1984, 94 pages.

Dans sa conception, l'ouvrage se veut le reflet de l'engagement prolongé de deux militants de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) aujourd'hui liés au secteur de l'organisation communautaire de l'École de service social de l'Université de Montréal. Sa pertinence, sa signification et sa cohérence reposent en bonne partie sur cet engagement réel et sur le fait que les auteurs ont voulu faire un ouvrage en collaboration avec des gens qui font l'histoire des groupes populaires. Ils qualifient leur ouvrage de «fruit d'un dialogue et d'un échange» entre des intellectuels et des militants et des militantes qui ont vécu ou vivent encore l'histoire des groupes étudiés.

Ils ont choisi trois groupes populaires qui ont écrit des pages importantes du mouvement ouvrier et populaire de Montréal: l'ACEF de Montréal, Le Regroupement pour le gel des loyers et l'Association pour la défense des droits sociaux. Pour réaliser cette monographie critique, ils ont suivi un processus de recherche-action en liant deux méthodes différentes: l'étude de documents et les entrevues ouvertes avec des témoins de l'action étudiée. Le moins que l'on puisse dire c'est que la démarche suivie fut dynamique et riche.

Le regard sur l'histoire de professionnels engagés est rarement terne. Panet-Raymond et René ne font pas exception et situent l'origine de leur ouvrage dans le refus de se laisser enfermer dans un processus irréversible de l'histoire. Ils croient fermement que celle-ci peut éclairer l'avenir, c'est pourquoi ils tentent de démontrer comment les groupes populaires étudiés traduisent en microcosme les efforts de changement socio-politique de la nation québécoise. Ainsi ils fournissent des éléments de réponse aux profondes interrogations ou remises en question que vivent les organisations populaires depuis quelques années. Leur effort en ce sens contribue à faire mieux comprendre les limites et les forces des organisations populaires. La position des auteurs est donc claire et elle sort le lecteur ou la lectrice d'un regard froid et statique sur une réalité sociale. Le lien entre l'analyse théorique et la pratique est réel et se traduit par un discours dynamique.

Dans leur interrogation des pratiques, les auteurs ont privilégié trois dimensions fondamentales: le discours véhiculé par les organisations, leur fonctionnement démocratique et leur orientation politique. Tout au long de l'analyse, ils dégagent clairement l'évolution de chaque organisation en identifiant des phases précises. À l'intérieur de chaque phase, il est facile de

comprendre l'objet de la lutte, d'identifier les moyens d'action et de voir la dynamique des débats d'orientation au sein des organisations.

Malgré un peu de confusion au niveau de l'analyse des moyens d'action, la présentation claire, soignée et abondamment illustrée par des graphiques, des résumés et des photographies facilite la lecture et appuie l'analyse de façon très pertinente. À cet égard, les résumés sont simples et bien pensés afin d'offrir une synthèse comparable de l'analyse et de la pensée des auteurs sur chaque organisation étudiée. Par exemple, en ce qui concerne l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) : « le discours revendicatif, issu de l'orientation de '77, est resté à l'état de slogan. Il ne s'est jamais concrétisé dans des revendications et actions plus concrètes, plus porteuses de changement à court terme qui auraient permis de mobiliser la population. La rapide contestation (1978) de cette orientation explique en partie cet échec » (p. 33). Par rapport au Regroupement pour le gel des loyers (R.G.L.), les auteurs expriment sensiblement le même point de vue : « Issu d'une bonne analyse de la réalité, le discours revendicatif est resté ici aussi à l'état de slogan, arrivant peu à se concrétiser dans des revendications et actions mobilisantes » (p. 53). Par contre, en ce qui concerne l'Organisation populaire des droits sociaux (O.P.D.S.), on voit qu'ils ont perçu le sens d'une stratégie de lutte : « Le discours revendicatif se concrétise autour d'une lutte dont l'enjeu est très proche de la réalité des assistées sociales ; l'on touche à un acquis économique important. La radicalité du discours n'empêche pas la mobilisation, loin de là » (p. 71).

Cette présentation claire et simple permet donc des comparaisons intéressantes pour l'analyste de la réalité sociale, mais aussi pour les militants et les militantes, les étudiants et les étudiantes qui veulent apprendre, tant au niveau méthodologique qu'au niveau du contenu de l'analyse. En somme, l'ouvrage s'inscrit dans un effort d'analyse dialectique du mouvement populaire dont nous avons grandement besoin pour comprendre les luttes passées, actuelles et les projections sur l'avenir. Malgré une évaluation globale positive, les auteurs se sont montrés très soucieux de produire à la fois un document d'analyse et pédagogique et ils ont réussi. Ils méritent une recommandation positive en ce sens. Par contre, ce souci pédagogique reste un peu académique au début de l'ouvrage avec la présentation d'un lexique et de quelques notes qui ressemblent davantage à des notes de cours en exergue qu'à une partie intégrante de l'ouvrage.

Ces trois dossiers réunis sous une même couverture devraient être connus de tous les groupes populaires, des intervenants et intervenantes sociales et de tous les formateurs en organisation communautaire.

André JACOB

*Département de travail social,  
Université du Québec à Montréal.*